



ARRÊTÉ N° 2024 - 967 AM

**modifiant l'arrêté n°2024-888 du 1^{er} août 2024
portant réglementation temporaire
de la circulation et du stationnement
des véhicules terrestres à moteur
en agglomération**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE LE PORT

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre la Commune, le Département, la Région et l'État ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2213-1 à L.2213-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement ;

VU le code de la route, notamment ses articles L.325-1 et suivants, R.411-1 à R.411-8 et R.417-10 relatifs aux immobilisations et mises en fourrière ;

VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L.115-1, L.141-10 et L.141-11 ;

VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005 relatif à la mise en fourrière des véhicules et modifiant le code de la route en partie réglementaire ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8^{ème} partie-signalisation temporaire-approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU le règlement de la voirie communale de Le Port approuvé le 9 décembre 2021 ;

VU la demande d'arrêté de circulation sur le domaine public de la Ville de Le Port émise par la société AG BAT le 18 juillet 2024 ;

VU l'arrêté municipal n°2024-888 du 1^{er} août 2024 portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement dans le cadre de travaux au Théâtre Sous les Arbres, sis 4 avenue de la Commune de Paris ;

VU la demande de modification de l'arrêté en date du 1^{er} août 2024 par les services communaux en charge du suivi des travaux réalisés pour le compte de la commune ;

VU l'état des lieux ;

CONSIDERANT qu'il convient de prendre des mesures de sécurité dans le cadre des travaux de construction au n° 4 avenue de la Commune de Paris ;

CONSIDERANT la nécessité d'édicter une réglementation particulière et provisoire de la circulation et du stationnement sur les lieux et aux abords du chantier afin de prévenir les risques et assurer la sécurité des usagers ;

CONSIDERANT qu'il convient de modifier l'arrêté en raison du changement d'entreprise pour la réalisation des travaux, soit la SARL CONCEPT ENERGY ;

ARRÊTE

Article 1 : Dans le cadre des interventions de la société SARL CONCEPT ENERGY qui se dérouleront du 5 août 2024 au 3 février 2025 de 7h00 à 17h00, la réglementation suivante s'appliquera uniquement lors de l'intervention de l'entreprise sur la voie suivante :

- avenue de la Commune de Paris (portion comprise entre le Mail Alain Peters et la rue de la Douane) :

- le stationnement de tous types de véhicules roulants motorisés sera interdit ;
- la vitesse sera limitée à 30 km/h sur la voie concernée et les voies adjacentes ;
- la circulation piétonne sera interdite aux abords de la zone des travaux ;
- les usagers devront se conformer à la signalisation mise en place par la société SARL CONCEPT ENERGY, responsable des travaux.

Article 2 : Dans le cadre de la mise en place de la signalisation, la société SARL CONCEPT ENERGY veillera à sécuriser le cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite pendant toute la durée des travaux.

Article 3 : En dehors des interventions susmentionnées, la réglementation usuelle relative à la circulation et au stationnement s'applique.

Article 4 : Tous les agents de la force publique, dûment habilités sont chargés chacun en ce qui le concerne, de faire appliquer les présentes dispositions. Les véhicules en infraction pourront si nécessaire être mis en fourrière.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché sur le site concerné et publié sous forme électronique sur le site internet de la commune (www.ville-port.re) dans son intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et en effectuer le téléchargement.

Article 6 : Madame la Directrice Générale des Services par intérim, Monsieur le chef de la Police Municipale, Monsieur le Commissaire de Police Nationale de Le Port et Monsieur le Directeur de la société SARL CONCEPT ENERGY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Le délai de recours contre le présent arrêté auprès du Tribunal Administratif de Saint-Denis est de deux mois à compter de sa publication.



Le Port, le

14 AOUT 2024

LE MAIRE

Pour le Maire et par déléation
La Directrice Générale Adjointe des Services

Marietta DENNEMONT